



CONSEIL DE LA RECHERCHE

Formation plénière

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU MARDI 5 JUILLET 2022

Étaient présents ou représentés :

M. Stéphane BRACONNIER, Président de l'université.

Mme Marie-Elodie ANCEL, M. Thierry BONNEAU, M. Claude BRENNER,
Mme Camille BROUELLE, Mme Véronique CHANUT, M. Bruno DEFFAINS,
Mme Claudine DESRIEUX, M. Olivier DE FROUVILLE, Mme Mathilde GOLLETY,
Mme Agathe LEPAGE, M. Sébastien LOTZ, Mme Cécile MEADEL,
Mme Lucie MENAGER, M. Anthony MERGEY, M. Franck ROUMY,
Mme Sylvie STRUDEL, professeurs.

M. Jean-Paul ANDRIEUX, Mme Lydie DAUXERRE, Mme Christine DURIEUX,
M. Nicolas FREMEAUX, Mme Marianne GUILLE, Mme Virginie PEZ,
M. Emmanuel TAWIL, M. Jean-Baptiste WELTE, personnels HDR.

M. Xavier BADIN, Mme Elisabeth COLIN, M. Victor DESCHAMPS, M. Fathi FAKHFAKH,
Mme Natacha GALLY, Mme Claire-Marie PEGLION-ZIKA, M. Etienne PERNOT,
Mme Yvonne-Marie ROGEZ, personnels pourvus d'un doctorat.

Mme Marie-Laure MOREAU, autres enseignants-chercheurs.

Mme Gaëlle GLOPPE, Mme Thaïs KELLJBERG, ingénieurs ou techniciens.

Mme Marie-Do AESCHLIMANN, M. Marc CANAPLE, Mme Pascale LAGESSE, M. Jean-Baptiste MOREL, personnalités extérieures.

M. Gabriel STETTLER, Mme Ornella Terrishia TETTARAVOU, M. Pierre BUFFAZ,
M. Swan DUFOUR, étudiants.

Assistaient de droit :

M. Jean-Marie CROISSANT, directeur général des services.

Mme Sophie DAIX, directrice du service commun de la documentation.

Mme Iris SAADA, directrice de la recherche.

Sommaire

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 10 mai 2022	3
2. Désignation d'un membre étudiant issu du conseil de la recherche pour siéger au sein de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers.....	3
3. Proposition de convention-type de recherche pour les chaires de professeurs juniors	3
4. Perspectives pour la recherche à l'Université.....	3
5. Approbation de la mise en place du label européen pour les doctorats.....	5
6. Modification de la composition du conseil d'une école doctorale	6

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 10 mai 2022

L'approbation du procès-verbal de la séance du 10 mai 2022 est reportée.

2. Désignation d'un membre étudiant issu du conseil de la recherche pour siéger au sein de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers

M. le Président indique qu'au cours du travail préalable de composition des commissions de la section disciplinaire, une difficulté est apparue pour le collège des élus étudiants du fait de l'obligation de parité entre hommes et femmes qu'impose l'article R 811-15 du Code de l'éducation. M. Illan BARRIOLA a ainsi été contraint à la démission de la section disciplinaire à l'égard des usagers. Il est ainsi proposé au conseil de nommer Mme Louise CHRISTALLER, élue au sein du conseil, pour lui succéder.

La désignation de Mme Louise CHRISTALLER au sein de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers est approuvée à l'unanimité.

3. Proposition de convention-type de recherche pour les chaires de professeurs juniors

M. le Président annonce que ce point est retiré de l'ordre du jour, certains responsables de centres de recherche ayant demandé à revoir la convention-type de recherche pour les chaires de professeurs juniors (convention qui a fait l'objet d'un travail préalable sous la direction du Professeur Bonneau). Le projet de convention va donc être réadressé en vue de son adoption lors du conseil de la recherche du mois de septembre.

M. STETTLER demande si les représentants des doctorants seront également consultés sur ce projet de convention-type.

M. le Président n'y voit pas d'inconvénient.

M. BONNEAU souligne que la convention est très simple et vise à faciliter la mise en place des chaires de professeurs juniors. Ce document ne devrait donc pas susciter de difficultés particulières.

4. Perspectives pour la recherche à l'université

M. BONNEAU indique qu'un groupe de travail a été réuni à deux reprises, autour des directeurs des centres de recherche et des écoles doctorales, aux mois de novembre puis de juin. En parallèle, ont eu lieu trois réunions d'un groupe de travail représentant l'ensemble des spécialités. L'objectif était de réfléchir aux voies permettant d'adapter la recherche aux évolutions de la société contemporaine, notamment en favorisant la recherche collective, d'une part, et la recherche interdisciplinaire d'autre part.

C'est la raison pour laquelle l'Université a mené une réflexion afin de déterminer quels critères permettaient de caractériser un centre de recherche. La question des critères d'allocation des dotations octroyées par l'Université à ses centres de recherche s'est également posée. L'objectif est d'aboutir à davantage de transparence et à ce que l'ensemble de la recherche soit appréhendé

par toutes les composantes de l'EPEX. Le procès-verbal des réunions du groupe de travail est en cours de finalisation.

Parmi les propositions, les centres de recherche pourraient, une fois par an, établir un rapport à présenter au conseil de la recherche, afin que celui-ci soit informé des travaux conduits en leur sein, et puisse débattre des moyens d'action qui permettraient de fixer des axes d'amélioration ou de créer des convergences et des actions interdisciplinaires. Parmi ces dernières, par exemple, a déjà eu lieu un colloque de constitution du pôle Environnement. La recherche doit aussi être identifiée au titre de l'établissement lui-même. C'est un élément de plus en plus important dans la concurrence internationale et M. BONNEAU précise qu'il est essentiel de mobiliser l'ensemble de la communauté universitaire.

L'un des grands axes de la réflexion qui s'est amorcée vise à améliorer la visibilité et la valorisation de la recherche de l'Université, étant entendu que la recherche n'est pas seulement celle produite par les enseignants-chercheurs : elle est aussi produite par les doctorants.

M. le Président remercie le professeur BONNEAU d'avoir conduit l'ensemble de ce travail de concertation avec le soutien de la direction de la recherche de l'Université.

M. le Président souligne que la question de la recherche, au sein de l'Université, implique aussi ses établissements-composantes, qui ont leur propre expertise et leurs habitudes en matière de recherche. EFREI Paris, par exemple, a rejoint l'école doctorale 455 de l'Université.

M. ROUMY demande si les bilans annuels de l'activité des équipes de recherche qui seraient produits pourraient ensuite nourrir les bilans qu'elles doivent établir par ailleurs, par exemple pour le CNRS, dans le cas des équipes de recherche appartenant à la fois à l'Université et au CNRS.

M. BONNEAU indique que cela lui semblerait logique. Les bilans doivent être produits de façon rationnelle et efficace. Ils sont une façon de porter à la connaissance de l'ensemble de la communauté le travail réalisé. Il convient donc d'organiser ces interactions.

M. le Président souligne qu'il s'agit d'un point très important, d'autant plus que l'Université elle-même est soumise à l'évaluation du HCERES. D'une façon générale, l'Université a une difficulté liée au traitement des données produites par les centres de recherche et des données de recherche produites par les enseignants-chercheurs, ainsi que du référencement des publications, collectives ou individuelles. L'établissement travaille sur ces aspects afin de centraliser ces données et les tenir notamment à la disposition des centres de recherche lorsque ceux-ci en ont besoin pour nourrir leurs bilans ou évaluations.

M. de FROUVILLE remercie le vice-président M. BONNEAU pour ce processus de consultation. Il indique avoir participé à de nombreuses réunions, qui ont été extrêmement constructives. Cela a permis d'aboutir à une première cartographie, de façon très prometteuse pour l'avenir. Il souhaite que ce processus se poursuive. L'idée selon laquelle le conseil discuterait des activités de recherche des différents centres lui paraît extrêmement utile. Concernant les rapports, ils peuvent être présentés de façon très informelle. L'objectif est de porter à la connaissance des collègues ce qui se fait au sein de l'Université pour bâtir sur les

forces de la recherche de l'établissement, qui sont très nombreuses afin de construire des passerelles, y compris entre les différentes disciplines.

M. STETTLER remercie également M. BONNEAU pour son appel à la mobilisation des doctorants en vue de participer au développement de cette recherche. Il indique faire partie du groupe d'élus « doctorants pour une recherche innovante, solidaire et écologique ». Cet appel de M. BONNEAU fait écho aux souhaits des doctorants de s'engager pour le développement de la recherche et la visibilité de celle-ci à l'Université. M. STETTLER se dit disposé à participer à cet effort de mobilisation de toutes les forces de recherche de l'établissement. Un aspect lui semble particulièrement important dans la réflexion relative à cette mobilisation : la question du temps mis à la disposition des doctorants. M. BONNEAU a évoqué le pôle d'études environnementales lancé une semaine avant la présente séance et la possibilité de faire participer des doctorants au développement de ce pôle a été évoquée. Ceux-ci sont néanmoins confrontés aux charges inhérentes au service des doctorants. La question se pose également pour le développement de la revue de droit d'Assas, qui constitue une charge très chronophage. Si, à l'avenir, ce type de participation devait s'étendre, M. STETTLER souhaiterait savoir quels seraient les modalités et mécanismes permettant de dégager du temps afin que les doctorants puissent s'engager dans ce type de fonctions, étant entendu que le cœur de leur mission reste l'enseignement et la recherche.

M. BONNEAU assure être à la disposition des doctorants pour en discuter, afin de construire l'intervention des doctorants de façon intelligente.

M. le Président observe que la question soulevée rejoint celle qui sera évoquée en formation restreinte quant au régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs de l'Université et la reconnaissance de l'investissement des professeurs, maîtres de conférences, professeurs agrégés et professeurs certifiés dans des tâches administratives. Pour les doctorants, jusqu'à présent, la question s'est posée dans des termes au regard desquels aucune réponse n'a pu être apportée. Il s'agissait par exemple de déterminer s'il était possible d'accorder des décharges de service à des doctorants contractuels avec mission d'enseignement ou à des ATER. Or de telles dispositions ne sont prévues ni par les textes ni par les contrats que signent les doctorants. Une réflexion est donc à conduire en vue d'impliquer davantage les doctorants dans la recherche, et dans la vie de l'Université, sans pour autant les détourner de l'objectif premier qui est la finalisation de leur thèse. Sans doute faudra-t-il, pour favoriser cette implication, que l'établissement soit capable d'envisager la mise en place de compensations ou de rémunérations spécifiques.

5. Approbation de la mise en place du label européen pour les doctorats

M. BONNEAU indique que le label européen pour les doctorats a été mis en place en 1992 par le comité de liaison des conférences de recteurs et de présidents des Universités des pays membres de l'Union européenne, devenu Association européenne des universités. Distinct du dispositif de cotutelle, auquel il peut se cumuler, il renforce la reconnaissance, aux niveaux européen et international, du diplôme de doctorat délivré. Son périmètre englobe les Etats-membres de l'Union européenne, les Etats-membres de l'association européenne de libre-échange et le Royaume-Uni.

Ce label répond à certaines conditions d'attribution cumulatives :

- Un séjour d'au moins un trimestre dans un Etat européen autre que celui où a lieu la soutenance ;
- La production d'au moins deux rapports d'autorisation de soutenance rédigés par des professeurs ou assimilés appartenant à des établissements d'enseignement supérieur de deux Etats européens différents du pays où l'étudiant est inscrit en doctorat ;
- L'appartenance d'au moins deux membres du jury de soutenance à des établissements d'enseignement supérieur de deux Etats européens autres que celui où l'étudiant est inscrit en doctorat ;
- Une partie de la soutenance de thèse est effectuée dans une langue nationale autre que celle(s) du pays où la soutenance a eu lieu.

Il s'agit, d'une façon générale, de donner au doctorat une portée qui aille au-delà des frontières hexagonales, en lui donnant une dimension européenne, avec la participation de professeurs d'autres pays et l'utilisation d'une langue autre que le Français durant la soutenance. Le dispositif a été mis en œuvre par la direction de la recherche et par Emmanuelle CHEVREAU, vice-présidente en charge des affaires internationales de l'Université.

M. ROUMY indique avoir pratiqué ce système durant des années dans une autre Université et se dit un peu surpris des conditions prévues : il lui semblait que seule la participation de deux pays était requise, alors que, pour chaque condition, dans le schéma décrit, trois pays devraient être représentés. Avec deux pays, sans cotutelle, le dispositif présente déjà une certaine complexité. Un facteur de complexité supplémentaire risque de rendre sa mise en œuvre très difficile.

M. BONNEAU précise que l'Université s'est référée à ce qui est proposé par l'association à l'origine de ce label. Le dispositif doit donner une portée européenne au diplôme, ce qui le rend nécessairement plus complexe à mettre en œuvre. Cette ouverture est une nouveauté pour l'Université et si le doctorant souhaite obtenir ce label, il devra être possible, avec la collaboration de son directeur de thèse, de réunir les conditions exposées.

Le conseil approuve, à l'unanimité, la mise en place du label européen pour les doctorats.

6. Modification de la composition du conseil d'une école doctorale

M. le Président indique que Mme GLOPPE, représentante des personnels administratifs au conseil de l'école doctorale EGIC 455 a démissionné et que Mme BOUTABA est proposée pour prendre sa succession.

Le conseil approuve, à l'unanimité la modification de la composition du conseil de l'école doctorale 455.



Le Président
Stéphane BRACONNIER